

Innovation et territoires fragiles

MICHEL PINTON

Résumé

Le texte qui suit est impertinent de façon involontaire. Il se borne à raconter deux histoires réelles enroulées l'une dans l'autre, qui ont changé la vie de deux modestes bourgades du Limousin. Dans chaque cas, la mondialisation et l'innovation ont été au cœur des événements. Elles ont abouti à une tragédie économique et sociale dans l'une des deux communes, à un renouveau qu'on veut espérer durable dans l'autre.

L'auteur a été témoin direct de la première histoire, sollicité en tant que président d'une association d'aide à la création d'entreprises, et acteur principal de la seconde comme maire de la commune en question.

Aubusson et Felletin sont deux petites villes de province que les secousses de l'Histoire semblent incapables d'atteindre. Elles sont trop loin de nos frontières pour que les invasions étrangères les aient jamais menacées ; elles sont trop insérées dans la campagne tranquille du Limousin pour que les crises économiques et sociales leur soient transmises autrement qu'amorties. Dix kilomètres les séparent. Cette distance suffit à attiser une rivalité qui fait leur bonheur depuis des siècles.

Michel Pinton est président honoraire de Val de Creuse Initiative, ancien maire de Felletin (Creuse).

Une ambition aussi modeste ne les a pas empêchées de parvenir à la renommée universelle. Le goût d'innovation de leurs artisans dans les formes et les couleurs s'est appliqué à la technique de la tapisserie. Du xv^e siècle jusqu'à nos jours, elles ont produit de nombreux chefs-d'œuvre. Les deux petites villes assument leur gloire avec simplicité. Elles l'exposent en trois lieux seulement : les deux mairies qui ouvrent chaque été leurs salles des fêtes à une présentation qu'elles veulent encore innovante, et un petit musée qui recueille pieusement des souvenirs du passé.

Depuis 1974, l'activité de la tapisserie a bien décliné. La mondialisation ne lui a pas profité. Sa notoriété a pâli ; on lui reconnaît de moins en moins de chefs-d'œuvre ; le nombre de ses lissiers a tant diminué qu'on prédit son extinction.

Au début, les deux bourgades s'en consolaient. La main-d'œuvre locale se portait sur des filières nouvelles. La plus importante des entreprises aubussonnaises avait été fondée en 1938 par un pionnier de l'industrie électrique. Elle fabriquait des filaments de lampe. Les « Trente Glorieuses » lui donnèrent tant de commandes qu'elle fit travailler jusqu'à cinq cents salariés. Les chocs et remous qui secouèrent l'économie française à partir de 1974, l'agitèrent, mais seulement au point de stabiliser ses effectifs à trois cents personnes. Pour le reste, la fabrique continua comme avant : elle embauchait des adolescents, les formait sur le tas, leur assurait un emploi stable, leur offrait les services qui rendent le travail plus facile, comme une cantine et une crèche, par exemple. Les revenus étaient faibles. Ils ne décollaient pas du minimum prescrit par la loi. Mais à Aubusson, on ne demande pas plus. L'ambiance était bonne et la satisfaction de la main-d'œuvre démontrée par son immuable fidélité. L'absentéisme était inconnu. La fabrique avait si bien réussi à mobiliser l'esprit d'innovation de son personnel qu'elle produisait plus de cent modèles de filaments différents, expédiés dans l'Europe entière. L'avenir semblait assuré. Les dirigeants de l'entreprise faisaient des plans pour renforcer son petit laboratoire de recherche, agrandir ses ateliers et moderniser ses produits. Tout le monde ignorait que la mondialisation allait la broyer bientôt.

Le processus de destruction commença par des événements lointains qui ne semblaient nullement menaçants. Le jeu de la concentration capitaliste fit entrer la petite société dans des groupes de plus en plus puissants. En 1985, un point final y fut mis lorsqu'elle devint filiale du groupe Philips. Il était difficile d'imaginer plus imposant que le mastodonte néerlandais : sa division spécialisée dans l'éclairage offrait des perspectives de marché presque illimitées ; ses ressources

financières étaient si immenses que les modestes investissements que l'innovation exigeait d'Aubusson semblaient faciles à réaliser.

Un coup de tonnerre dissipa brutalement cette illusion. La foudre tomba sur la ville le 9 juin 1987.

Ce jour-là, un directeur haut placé dans la hiérarchie, venu de Paris, réunit le comité d'entreprise et lui annonça, sans vaines circonlocutions, qu'un plan social serait mis en œuvre dès le lendemain. Il durerait dix huit mois. Après quoi, l'usine serait fermée. Les représentants du personnel n'en crurent pas leurs oreilles. Le haut responsable parisien se borna à préciser que le prix de revient aubussonnais était devenu trop élevé. Certains se souvinrent ensuite qu'il avait parlé d'un déplacement de la production à Taiwan, d'autres gardèrent en mémoire la Pologne : la destination de la « délocalisation » resta toujours confuse, mais en tout état de cause, le groupe Philips a probablement changé les lieux de sa production au gré des fluctuations compétitives des différentes parties du monde. Ce qui se faisait hier à Taiwan au coût le plus bas, a émigré en Chine ou en Roumanie. La mondialisation, selon une règle inflexible, exige que le capital ait un rendement maximal. Sans le savoir, Aubusson était pionnière de notre époque. La tranquille sous-préfecture s'imaginait loin des nouveautés qui remuent les grandes places boursières et préservée de la rivalité acharnée qui oppose les multinationales. Les circonstances qui la projetaient bien malgré elle sur le devant de la scène en faisaient un laboratoire de la modernité.

En ces années où la mondialisation était dans l'enfance, son pouvoir dévastateur était peu connu. La presse et la télévision soupçonnaient à peine son existence. L'exemple d'Aubusson ne les intéressa pas. Seuls, les parlementaires de la circonscription, affolés par l'ampleur du désastre qui s'annonçait, multiplièrent les démarches. Ils furent reçus avec courtoisie, mais les ministres concernés ne surent quoi leur offrir, hormis des mots de réconfort et un peu d'argent. Les pouvoirs publics renvoyèrent l'affaire au préfet de la Creuse, qui fit ce qu'il put avec les moyens du moment. Quant aux salariés, écrasés par la stupeur et le désarroi, ils attendaient tout de la compensation solennellement promise par Philips. Elle portait le nom mystérieux de « cellule de reclassement ».

En pratique, la multinationale, qui se voulait un employeur scrupuleux, chargea le directeur de son établissement aubussonnais de présenter à ses salariés un choix simple : on offrirait à chacun un poste dans une autre usine du groupe ; celui qui ne le voulait ou ne le pouvait pas, ne serait pas abandonné. Une « reconversion

professionnelle» lui serait offerte sur place. Philips paierait un an de formation préparatoire à un autre métier. Et, comme les emplois disponibles en Creuse ne semblaient pas assez nombreux, l'état-major parisien se faisait fort d'attirer de nouvelles entreprises et de leur faire embaucher les licenciés par un jeu de primes et d'aides diverses.

Le plan social fut mis en œuvre tambour battant. Son volet le plus spectaculaire était l'implantation d'entreprises susceptibles de créer les emplois de remplacement. Philips avait loué les services d'experts dont l'art consistait à repérer et attirer ces précieux fournisseurs d'activité. Ils débarquèrent un jour, tout bouillants d'ardeur, et promirent aux salariés désorientés d'apporter en un an, non seulement assez d'emplois pour les satisfaire tous, mais encore de quoi mettre au travail la totalité des autres chômeurs locaux. Surpris mais un peu rassérénés, les deux tiers des licenciés de Philips choisirent de suivre la voie du reclassement local. Un sur dix seulement préféra partir vers une autre usine du groupe. Quelques-uns furent placés en préretraite. Tout semblait en ordre. La multinationale pensait avoir répondu à la fois aux exigences de la mondialisation et aux devoirs de la justice sociale. Peu de temps après, Alain Minc, une des têtes pensantes de notre classe dirigeante, chantait, dans un ouvrage très applaudi, les louanges de «la mondialisation heureuse».

En réalité, c'était un drame obscur, poignant et interminable qui commençait.

Ceux qui avaient choisi la fidélité à Philips furent affectés dans de lointaines provinces qu'ils ne connaissaient pas. On en recasa à Pont-à-Mousson, à Dijon, ou encore à Chalons ; ils durent vendre leurs maisons, partir avec leurs familles, recommencer ailleurs leurs vies. Arrachés à leurs racines, ces humbles eurent du mal à se refaire un terreau social sans lequel l'existence est trop solitaire pour être supportable. Au demeurant leurs nouvelles usines, pas plus que celle d'Aubusson, n'étaient à l'abri de la mondialisation, et subirent à leur tour la loi des délocalisations. Les vétérans aubussonnais n'échappèrent pas aux vagues de licenciements

C'est la «reconversion professionnelle» qui suscita le plus de déboires. Les «formations complémentaires» se heurtèrent à des difficultés pratiques. Les organes éducatifs chargés de recevoir et d'instruire les quelque deux cents intéressés furent débordés par cet afflux subit de candidats. Certaines filières de cours n'existaient pas ; d'autres ne se hissaient pas au niveau de qualification voulu. Il fallut improviser tant bien que mal. La déconvenue la plus vive vint avec le moment si

attendu de la nouvelle embauche. Les experts avaient rameuté, à grand renfort de subventions, une horde hétéroclite d'employeurs venus d'ailleurs : l'un fabriquait des chandails, un autre des escabeaux métalliques, un autre encore des parapentes, un quatrième des vêtements de cuir, un cinquième de petits radiateurs électriques. Leur contribution monta péniblement à trente-deux offres d'emploi en tout. Leur caractère innovant était peu visible. Aucun ne dura plus que quelques mois. Ces entreprises arrivées à grand son de trompe, ne prirent pas racine : elles partirent les unes après les autres sur la pointe des pieds. Les seules embauches durables furent celles offertes par les entreprises déjà solidement implantées en Creuse. Elles accueillirent quelques dizaines de rescapés et leur offrirent le havre de vie stable qu'ils cherchaient désespérément.

Au total, plus d'un tiers des salariés n'a jamais réussi à se relever du coup qu'ils ont reçu. Selon leur propre expression, ils « vivent », allant d'un petit boulot à un autre, employés deux mois ici, un mois là, puis replongeant dans l'inactivité pendant de longues périodes. Certains n'y ont pas résisté. Ils ont sombré dans l'alcool. Leur foyer a éclaté. Mais, même si la grande majorité a trouvé la force de ne pas céder au découragement, elle traîne, de façon indélébile, son déclassé social.

Quant au savoir-faire accumulé par quarante ans de travail en commun, et à la capacité d'innovation illustrée par des dizaines de filaments originaux, ils furent irrémédiablement perdus.

Vue d'en bas, la mondialisation non maîtrisée signifie éclatement des liens sociaux, gâchis de compétence et précarité. C'est pourquoi elle est beaucoup moins populaire qu'on ne l'imagine « en haut ».

La frustration des licenciés les conduisit à frapper ce qu'ils crurent être deux coups décisifs. Le Premier ministre de l'époque, Jacques Chirac, avait annoncé sa venue dans une commune proche, où il avait promis d'inaugurer en personne la nouvelle salle polyvalente. Les anciens « Philips » mandatèrent une délégation de quarante des leurs pour le rencontrer. Leurs véhicules furent arrêtés par un barrage de gendarmes. On craignait une manifestation déplacée. Jacques Chirac, alerté à sa descente d'avion, donna l'ordre de laisser venir à lui trois représentants. « Vous pensez bien que je connais votre problème » lança-t-il aimablement dès que ceux-ci commencèrent de parler. Il promit sa sollicitude et congédia les délégués. L'entretien avait duré cinq minutes. La délégation repartit à Aubusson. Ensuite il ne se passa rien. Notre futur président de la République n'avait pas

encore pris la mesure de cette « fracture sociale » dont il devait faire le thème de sa campagne électorale victorieuse de 1995.

François Mitterrand vint à Aubusson presque sur les pas de son Premier ministre. Il avait accepté d'inaugurer le centre culturel de la ville. Lui se contenta de faire recevoir une délégation de licenciés par un de ses conseillers. Il daigna ensuite signer une lettre dans laquelle il promettait de « tout mettre en œuvre pour résoudre les problèmes ». Il n'y eut pas d'autre conséquence.

Le président de Philips-France fut encore moins soucieux de ses anciens salariés. Quelques mois après la décision de fermeture de son usine aubussonnaise, il fit paraître un article dans un journal d'affaires. Une photo le montra souriant et détendu, un cigare entre l'index et le majeur. Résumant en une seule phrase l'action locale de son groupe industriel (« l'affaire s'est réglée au mieux »), il célébra longuement la santé éclatante de ses comptes et la satisfaction de ses actionnaires.

La mondialisation, on le sait, traîne un cortège de licenciements de travailleurs et de fermetures d'usines. Des provinces plus favorisées que le Limousin sont passées par ces épreuves douloureuses, mais elles ont trouvé en elles-mêmes la capacité de les surmonter. Elles ont franchi le cap difficile de la « destruction créatrice ». La région parisienne, le Nord de la France, la Bretagne en sont des exemples. Mais il n'en va pas de même dans les zones fragiles, éloignées des grandes voies de communication, où le capital est rare, la main-d'œuvre peu qualifiée et les ressources naturelles médiocres. La maigre végétation d'entreprises qui a pris racine sur le sol ingrat du Limousin ne repousse pas facilement. Il y faut beaucoup d'efforts et de temps.

La population limousine y est résignée. Elle sait, par une longue expérience, que les emplois disparus en un jour, se refont en de longues années. Les plus jeunes ne peuvent attendre si longtemps. Ils suivent les habitudes des ancêtres et se tournent vers l'émigration. Par un paradoxe qui n'est étonnant qu'en apparence, cette région si maltraitée par la concurrence « libre et non faussée » connaît un taux de chômage parmi les plus bas de France. La raison en est simple : les plus entreprenants la quittent dès qu'ils voient que les emplois espérés sur place se sont envolés. Ailleurs, les remous de la mondialisation n'abattent que des ateliers. Chez nous, ils épuisent notre substance humaine. Ils menacent de mort des cantons entiers.

Lorsqu'en 1995, notre équipe municipale prit en charge les affaires de Felletin, la voisine et rivale d'Aubusson, la situation locale de l'emploi était dramatique.

Pendant les « Trente Glorieuses », la prospérité de la commune avait reposé sur deux entreprises : l'une fabriquait des tapisseries, l'autre se développait dans l'industrie du bâtiment. À notre arrivée, la première n'était plus que l'ombre de son glorieux passé ; la seconde était morte. Des centaines d'emplois avaient disparu. La population diminuait. Le commerce, qui animait jadis tout le centre-ville, était malade. Près de la moitié des boutiques étaient fermées. Dans des cas pareils, la réaction instinctive des élus est d'appeler l'État au secours, et de lui abandonner la responsabilité d'une situation désespérée. Nous savions, par l'exemple terrible d'Aubusson, que c'était inutile. Nous étions décidés à ne pas nous dérober derrière des appels hypocrites et vains à des ministres ou des préfets.

Ce fut un rude baptême du feu. Nous nous demandions avec inquiétude si nous n'allions pas être les témoins de l'écroulement de toute activité marchande. Nous dûmes nous battre sur tous les fronts à la fois : refaire de notre chef-lieu de canton, le centre de services et d'échanges qu'il avait toujours été pour la population rurale du plateau de Millevaches ; installer, à défaut d'autoroutes et de trains à grande vitesse, les moyens de communication électronique les plus modernes, afin de briser notre enclavement ; attirer des activités industrielles pouvant se substituer à celles qui avaient disparu. Tous ces projets exigeaient des efforts considérables et soutenus. Et nos choix étaient autant de paris, car nous luttions dans l'obscurité, sans la moindre idée de nos chances de réussite. Il nous fallait imaginer une nouvelle manière de développer notre territoire.

En quelques mois, nous nous forgeâmes une philosophie de l'action. Elle ne changea jamais par la suite. Avec le recul du temps, je pense qu'elle constitua un principe fécond, puisqu'elle nous conduisit au succès.

Notre idée de départ était qu'il ne fallait plus compter, une fois pour toutes, sur les activités importées d'ailleurs. Le naufrage de Philips à Aubusson était pour nous une leçon évidente. Beaucoup de municipalités s'acharnent à séduire de grands groupes industriels et commerciaux en vantant les charmes de leur nature, la qualité de leur main-d'œuvre, ou la modicité de leurs impôts, espérant ainsi avoir le bonheur d'être retenues pour l'implantation d'un établissement pourvoyeur de quelques dizaines ou centaines d'emplois. Nous savions, par l'exemple de notre infortunée voisine, à quel point les pressions de la mondialisation rendent de tels succès fragiles, et que ces rêves se transforment souvent en cauchemars.

Cela signifiait que nous ne pouvions viser que de petites entreprises, susceptibles de créer sur place quelques dizaines d'emplois au plus. Nous n'en étions pas

embarrassés. Le paradoxe de la mondialisation est que la suppression d'emplois par les grands groupes s'accompagne, en Amérique comme en Europe, d'une floraison encore plus grande dans les petites entreprises. On a calculé que, pendant les vingt dernières années du xx^e siècle, les premiers ont détruit plus de six cent mille postes de travail en France, tandis que les secondes en créaient deux millions et demi. C'est vers elles que nous devons tourner notre attention, à elles que nous devons consacrer tous nos efforts.

Quels efforts ? Le temps n'est plus, comme pendant la première mondialisation, celle de la fin du xix^e siècle, où l'activité économique était séparée de l'administration publique par une cloison étanche. Le maire et l'entrepreneur doivent aujourd'hui se soutenir mutuellement. Les aides publiques à l'investissement, les déductions fiscales, la formation des salariés, l'accès à des communications adaptées, sont autant de raisons de collaborer. Elles créent des liens qui résistent à la suggestion insistante de la mondialisation : accepter un nomadisme favorable au capital.

Notre politique économique serait donc fondée sur l'enracinement. Nous voulions que les activités de notre avenir fussent tellement cimentées à notre milieu naturel, à nos traditions, à nos capacités propres, qu'elles seraient presque impossibles à arracher de notre sol. Il leur resterait, bien sûr, à chercher le progrès, à maintenir leur rentabilité, à accroître leur productivité, afin de lutter victorieusement contre une concurrence omniprésente. Mais nos entreprises ne seraient plus seules dans ce combat : soutenues par toutes les forces locales, elles n'en seraient que plus déterminées à se sentir citoyennes de Felletin.

En pratique, quelles activités pouvions-nous développer ? Nos atouts semblaient presque inexistants : le plateau de Millevaches ne recelait aucune ressource naturelle qui parût exceptionnelle ; nous n'avions ni université ni centre de recherche ; nous étions loin des grandes voies de circulation ; nous ne pouvions offrir aucun des équipements de loisirs qui attirent les cadres, comme certaines villes de Bretagne ou des Alpes ont su le faire. Il nous fallait prendre notre commune telle qu'elle était, et trouver ses atouts dans nos efforts d'imagination.

Le passé nous apprenait que Felletin avait construit ses prospérités successives sur trois ressources naturelles : la pierre, la laine et le bois. Dans le premier et le second cas, cette renommée recouvrait des activités en déclin. Le bois, au contraire, nous parut susceptible de résultats innovants et décisifs pour notre développement : les solitudes du plateau de Millevaches étaient couvertes de

forêts, et l'extension continue des parcelles plantées en faisait une ressource dont l'abondance croissait. Déjà de petites entreprises s'employaient ici et là à couper et scier les fûts devenus adultes. Leur présence montrait que Felletin avait un atout à jouer.

Nous fûmes frappés par le déséquilibre de notre « filière bois », dont le traitement, à l'image de celui qu'on trouve dans les pays les moins développés du tiers-monde, se limitait à l'extraction d'une ressource naturelle et à sa première transformation, celle qu'il était moins coûteux de faire sur place qu'ailleurs. Les parties qui donnent à la filière le plus de valeur ajoutée, c'est-à-dire les transformations des fûts jusqu'aux tâches « nobles », telles que la menuiserie et la charpente, étaient exécutées au loin. Il nous fallait les ramener à Felletin.

Comment ? De façon paradoxale, l'appétit des entreprises extérieures pour les beaux troncs d'arbre et leur indifférence pour les résidus de l'abattage, à savoir les branchages, écorces et sciures, furent pour nous une chance et une occasion d'innovation. Ces produits négligés et abandonnés sur place étaient encore du bois, c'est-à-dire une matière combustible qui dégageait beaucoup de chaleur. En les brûlant dans une gigantesque chaudière, nous atteindrions un triple objectif : nos forêts seraient débarrassées de monceaux de déchets ; notre commune disposerait d'une source d'énergie considérable et inépuisable ; et cette activité créerait à Felletin de nouveaux emplois, que les contrecoups de la mondialisation auraient peu de chances d'ébranler. Outre ces avantages directs, nous économiserions d'importantes quantités de pétrole et de gaz importées de l'autre bout du monde et lutterions ainsi, à notre modeste échelle, contre la pollution de l'air. De surcroît, l'existence d'une source de chaleur puissante et régulière sur le territoire de la commune ne manquerait pas de séduire des industriels du bois, soumis ailleurs aux aléas des prix internationaux de l'énergie. Nous pourrions peu à peu ramener chez nous tous les composants de la filière. Nous remplissions d'un seul coup toutes les conditions du développement durable : des emplois stables pour les hommes de notre temps ; une activité qui, loin de polluer la planète, contribue à sa préservation ; la certitude de transmettre intact notre capital naturel, la forêt, aux générations futures ; une utilisation mesurée d'une énergie indéfiniment renouvelable, celle du bois. Relégués à l'arrière-garde de la mondialisation, notre retour réussi se faisait sous les auspices des idées les plus innovantes de développement.

Notre souci de ne rien laisser perdre de la précieuse ressource naturelle, alla jusqu'à récupérer les cendres produites par la chaudière, riches en produits

minéraux rares, tels que le calcium et le potassium, dont les sols du plateau de Millevaches sont pauvres. Plutôt que de les décharger dans un centre d'enfouissement lointain, mieux valait les épandre sur les prairies de nos éleveurs : elles éviteraient l'emploi d'engrais chimiques, et aideraient ainsi à faire pousser une herbe plus nourrissante pour les bovins. Le cycle de notre bois se fermerait sur lui-même, sans aucune déperdition et à l'avantage de notre terroir.

Comme il n'était évidemment pas question que la commune assumât elle-même la charge d'un projet qui était avant tout industriel, nous lançâmes un appel à candidatures. Deux entreprises répondirent. L'une et l'autre avaient les compétences souhaitées. L'une et l'autre avaient, surtout, la taille voulue : trop petites, elles n'eussent pas été capables de résister aux multiples imprévus d'une opération inédite ; trop grandes, elles auraient riviliégié la rentabilité financière immédiate au détriment de la pérennité. L'entreprise moyenne, avec son personnel stable, ses dirigeants formés par l'expérience, son capital préservé des tentations de la mondialisation, est un agent précieux du développement durable.

Dix ans après que l'idée eut germé dans nos esprits, une centaine d'emplois sont la preuve de son succès. Et elle est loin d'avoir épuisé sa fécondité.

Mais, comme toujours en Creuse, notre réussite est fragile. Elle tient par nos propres efforts, rien de plus. Si les forces alliées de la mondialisation et de l'État se conjuguent contre nous, au lieu de simplement nous ignorer, la disproportion des moyens est telle qu'elles nous écraseront facilement.

Au début de l'année 2005, la nouvelle nous parvint que le gouvernement avait décidé que la forêt limousine n'était pas assez exploitée. Quatre chaufferies, beaucoup plus grandes que celle de Felletin, allaient être installées sans délai. Elles auraient pour combustibles tous les résidus de bois utilisables. L'énergie produite serait utilisée exclusivement à fournir de l'électricité, que l'industriel national, Électricité de France, serait contraint d'acheter. Afin d'attirer le capital nécessaire aux investissements, le gouvernement accorda aux heureux tributaires des quatre chaudières le droit de fixer eux-mêmes le prix auquel leur électricité serait vendue. D'un coup, les grands acteurs de la mondialisation, les banques internationales, les fonds de pension anglo-saxons, le groupe le plus puissant qui soit dans le secteur de l'énergie, attirés par l'odeur d'un gain important et rapide, menaçaient de venir en force. Ils y arrivaient à la manière d'un cyclone.

À l'origine de l'idée ministérielle, il y avait, comme souvent en enfer, une bonne intention : elle s'inspirait du protocole de Kyoto, traité international ayant pour

but de préserver notre planète des dangers de la pollution de l'air. Une de ses clauses obligeait les États signataires à réduire leur consommation de pétrole et de charbon en leur substituant des énergies renouvelables. La Commission européenne se faisait, pour l'application du traité, l'aiguillon des gouvernements. Notre administration nationale, soucieuse de manifester son zèle, avait décidé de stimuler la production de l'électricité par des chaudières à bois. Les statistiques françaises en seraient améliorées, et les instances internationales manifesteraient leur satisfaction.

Si, vue d'en haut, l'affaire paraissait bonne, elle s'annonçait désastreuse vue d'en bas. Les hauts fonctionnaires et les ministres qui l'avaient étudiée, avaient de la forêt limousine une idée sommaire, et lui prêtaient des ressources qu'elle n'avait pas. Les photos aériennes leur montraient d'immenses surfaces boisées, mais une bonne partie était à peine exploitable, en raison des difficultés d'accès, de la pente des terrains ou de l'opposition des propriétaires. Il y aurait inévitablement concurrence acharnée pour une matière première insuffisante. Comment l'usine de Felletin, qui avait pour recette principale la somme des redevances payées par les clients de son réseau local de chaleur, pourrait-elle lutter contre des groupes qui s'appuyaient sur toute la puissance d'EDF et la richesse de banques multinationales ? Il leur suffirait de proposer aux scieurs des prix plus élevés pour l'achat de leurs déchets : cela ne leur coûterait pas grand-chose, et notre chaufferie ne pourrait soutenir cette course à la hausse des tarifs. Notre entreprise, si enracinée qu'elle fût, risquait d'être emportée. La mondialisation dans sa forme la plus pernicieuse, et soutenue par l'État, menaçait de mort nos efforts lents et patients de développement.

Si encore ces quatre projets avaient créé des emplois stables en nombre important et suscité des activités pérennes, nous aurions pu nous consoler de notre échec local au nom de l'impulsion donnée au Limousin. Mais il n'en était rien. Chaque unité nécessitait, au mieux, une dizaine de salariés. L'énergie produite n'était pas utilisée sur place, comme à Felletin : elle quittait notre région à la vitesse de la lumière pour se perdre dans les immenses besoins de Paris, Londres ou Rome, et ne nous enrichissait guère. Nous étions renvoyés à notre rôle traditionnel de fournisseur de matière première.

L'opération n'avait été précédée ni accompagnée d'aucune concertation avec les élus et les professionnels de la région : comme avec Philips vingt ans plus tôt, ils n'avaient qu'à subir.

Sitôt que j'appris cette nouvelle, j'écrivis des lettres de protestation aux ministres responsables. Pour commencer, ils ne daignèrent pas me répondre. À mesure cependant que d'autres élus joignirent leurs voix à la mienne, il leur fallut prendre le problème au sérieux. Les financiers, qui s'étaient lancés dans l'opération avec empressement, sentaient, au contact des réalités locales, que les profits seraient plus aléatoires qu'il n'avait semblé depuis Paris. Peu à peu, des arrêtés ministériels corrigèrent les erreurs les plus criantes des décisions initiales. Au jour où ce texte est écrit, l'issue du conflit reste incertaine.

Telle est la contribution expérimentale que Felletin et Aubusson apportent, avec une impertinence involontaire, aux idées dominantes sur le développement des territoires fragiles par l'innovation. Elles auraient, à vrai dire, préféré demeurer dans l'anonymat de leur rivalité multiséculaire. Mais, puisque les grands acteurs de la mondialisation ont fixé un peu de leur attention sur elles, il leur faut bien répondre, fût-ce avec leurs faibles moyens d'expression.